Moniteur micro-économique

Deuxième trimestre de 2001

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Table des matières

102-06513/

Aperçu ..... A

Scène canadienne

Activité économique réelle ..... B
Revenus C
Mouvements des prix ..... D
Marché du travail ..... E
Marché des capitaux ..... F
Finances publiques ..... G
Compétitivité ..... H
Comptes internationaux I
Aperçu de la situation des secteurs ..... J

Aperçu

L'activité économique ralentit considérablement au deuxième trimestre de 2001...

La production réelle a progressé de 0,4 % (taux annuel) au deuxième trimestre, comparativement à 2,0 % au trimestre précédent. Ce taux est bien inférieur au taux de croissance pour l'ensemble de 2000, soit 4,4 %.

- **La demande des ménages s'est beaucoup affaiblie au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation n'ont progressé que de 1,1 %, après s'être fortement accrues au premier trimestre, tandis que, dans le secteur du logement, l'activité a peu évolué. Sur une note positive, les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) ont augmenté pour la première fois en quatre trimestres, même s'ils sont inférieurs à ce qu'ils étaient l'an dernier.**

- **Malgré une remontée dans le secteur de l'automobile, le recul marqué de la demande mondiale d'équipement de télécommunication a contribué à la troisième baisse consécutive des exportations réelles.**

...et une véritable relance n'est plus prévue avant 2002

Les récentes données montrent que le ralentissement aux États-Unis durera plus longtemps que prévu, et que les économies d'Europe et du Japon s'affaiblissent elles aussi. Au pays, cette mollesse s'étend à la demande des ménages, malgré les récentes réductions des taux d'intérêt mises en oeuvre par la Banque du Canada. Les pertes d'emplois subies en juillet et en août laissent présager un troisième trimestre peu reluisant, et les prévisions consensuelles font maintenant état d'une croissance globale de 1,8 % en tout pour 2001, comparativement à 3,4 % en janvier dernier.

Scène canadienne

Activité économique réelle

La production ralentit fortement sa cadence au deuxième trimestre...

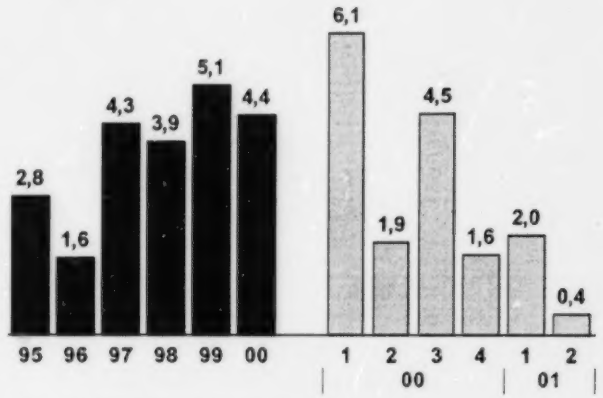
Au deuxième trimestre de 2001, le PIB réel n'a augmenté que de 0,4 % (taux annuel), soit le taux le plus faible depuis 1995.

- **Le ralentissement de la production s'explique par le fléchissement de la demande des ménages et la diminution des exportations. Toutefois, les investissements des entreprises ont progressé pour la première fois en quatre trimestres.**

Les perspectives économiques n'ont cessé de se détériorer cette année. Les prévisions consensuelles font maintenant état d'une croissance se situant autour de 1,8 % en tout pour 2001, comparativement à 3,4 % en janvier dernier.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

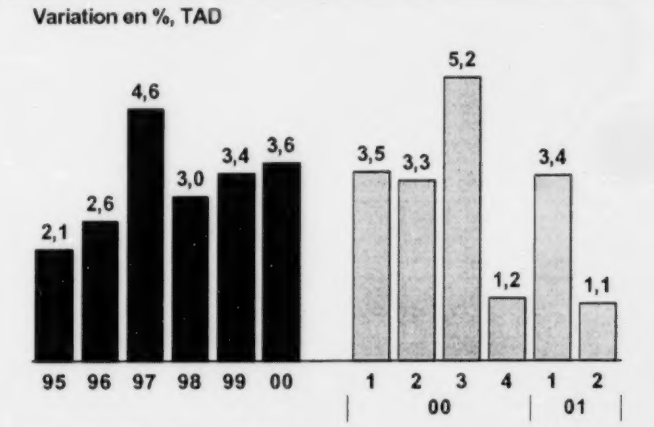
...et la demande des consommateurs faiblit...

Au deuxième trimestre, les dépenses de consommation ont très peu augmenté (1,1 %, taux annuel), ce qui contraste avec le bond enregistré au trimestre précédent.

- **Alors que les promotions des fabricants ont continué à stimuler les ventes d'automobiles, le temps doux au printemps a fait baisser les dépenses en gaz naturel et autres combustibles.**

- **Les dépenses relatives aux vêtements ont vivement progressé, tandis que les sommes consacrées à l'achat d'une vaste gamme de biens et de services n'ont pas beaucoup changé.**

Croissance des dépenses de consommation réelles



Source : Statistique Canada

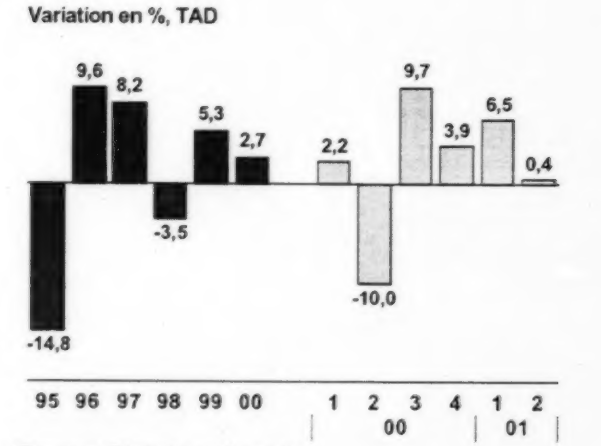
...le marché du logement se calme...

Au deuxième trimestre, les investissements dans la construction résidentielle ont très peu augmenté, mettant ainsi fin à une série de fortes avances enregistrées aux trois trimestres précédents.

- **Le recul de la construction de logements neufs a annulé les ventes record de logements existants et l'accroissement des travaux de rénovation.**

La remontée observée à la fin du trimestre dans les mises en chantier devrait stimuler la construction au prochain trimestre.

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

...et les exportations continuent leur descente

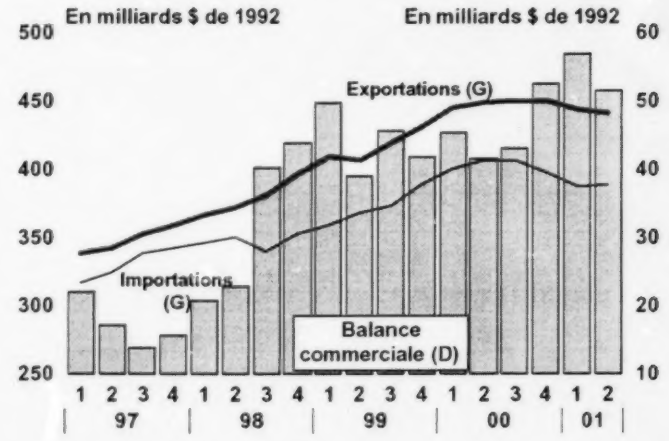
Les exportations de biens et de services se sont repliées pour une troisième fois de suite, cette fois-ci la baisse est de 3,1 % (taux annuel).

- **Une forte contraction de la demande d'équipement de télécommunication a contribué à la plus importante diminution d'affilée des exportations de M&M depuis 18 ans. En revanche, les exportations d'automobiles se sont sensiblement accrues grâce à l'augmentation de la demande américaine.**

Au deuxième trimestre, les exportations ont fléchi, alors que les importations se sont redressées.

- **La modeste hausse est surtout attribuable à la vigueur des importations de produits automobiles.**

Exportations et importations réelles de biens et de services



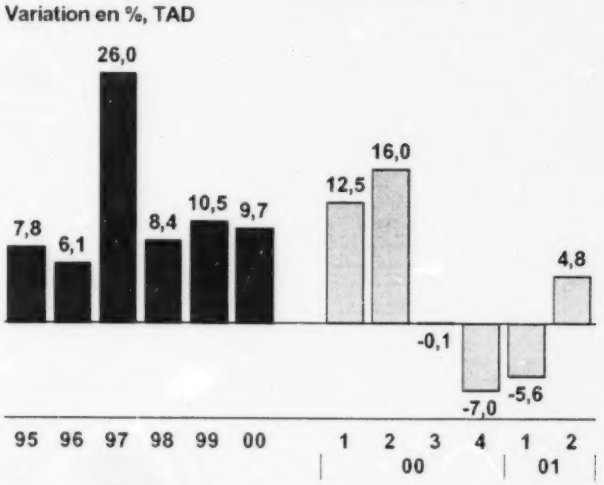
Source : Statistique Canada

Toutefois, les investissements dans les M&M se redressent...

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) se sont redressés de près de 5 % (taux annuel), après avoir enregistré trois reculs trimestriels de suite.

- **Cette hausse s'explique principalement par la recrudescence des dépenses relatives aux automobiles et aux logiciels. Par contre, les achats d'ordinateurs, d'autre matériel de bureau et de machines industrielles ont diminué par rapport au trimestre précédent.**

Investissements réels dans les machines et le matériel



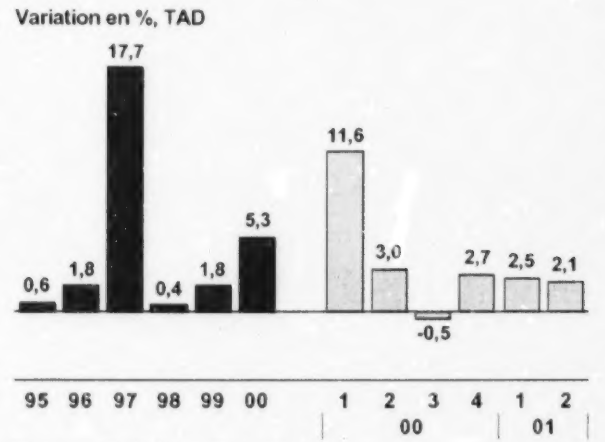
Source : Statistique Canada

...la construction non résidentielle progresse...

Dans la construction non résidentielle, l'activité a poursuivi son ascension pour un troisième trimestre de suite, bien qu'à un rythme moins important.

- **Le ralentissement a été plus marqué dans les travaux de génie, qui avaient fortement progressé ces derniers trimestres.**

Croissance de la construction non résidentielle réelle



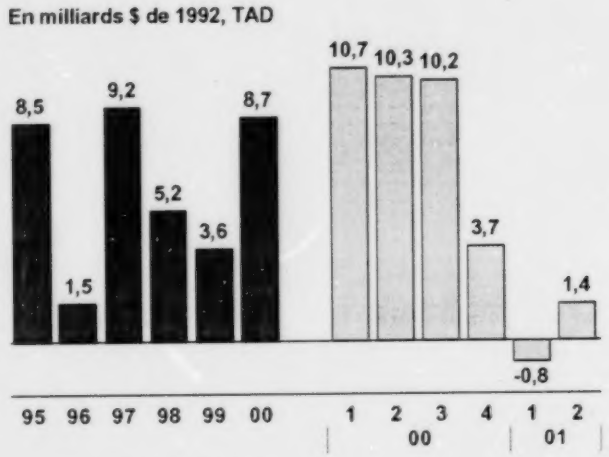
Source : Statistique Canada

...et l'accumulation des stocks est plus forte

Après avoir réduit leurs stocks au premier trimestre de l'année, les entreprises ont commencé à les regarnir au deuxième trimestre. Néanmoins, les investissements faits durant le deuxième trimestre sont loin d'être aussi importants que ceux qui ont été observés en 2000.

- **Les stocks ont augmenté dans le secteur manufacturier, alors que dans le secteur du détail, les stocks d'automobiles ont diminué pour un troisième trimestre de file.**

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles



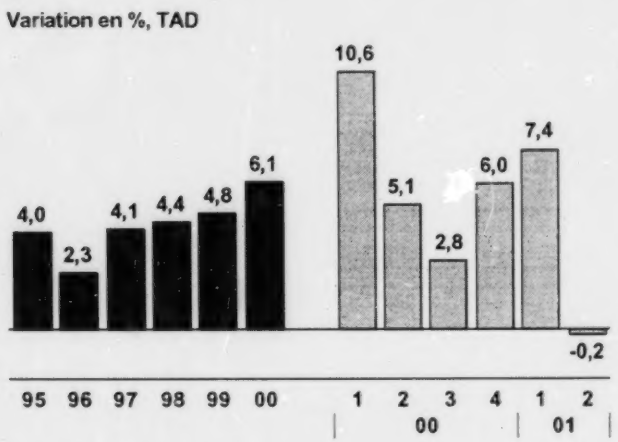
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

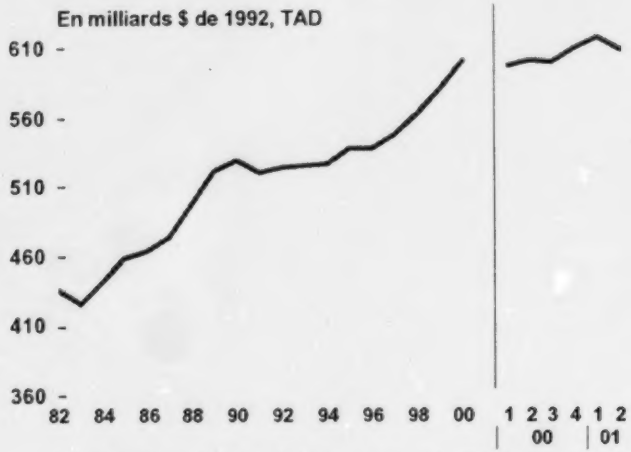
Les revenus se replient avoir après enregistré de solides avances aux trimestres précédents...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au deuxième trimestre de 2001, le revenu personnel a régressé de 0,2 % (taux annuel) après avoir enregistré des hausses moyennes de plus de 6 % aux cinq trimestres précédents. La baisse est attribuable à la forte diminution des transferts fédéraux, qui avaient été gonflés au premier trimestre par le versement de 1,5 milliard de dollars destinés à alléger la facture de chauffage des contribuables. Après correction pour l'inflation, le revenu personnel disponible a fléchi de 5,6 % durant le trimestre, ce qui correspond à peu près à la hausse enregistrée au trimestre précédent.

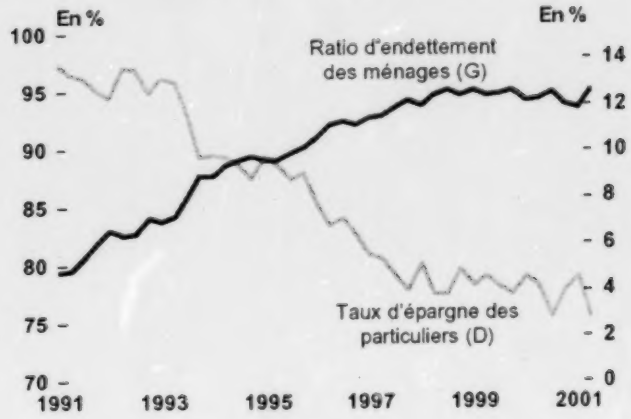
Compte tenu de la dégradation de la conjoncture économique, la croissance du revenu du travail a ralenti pour passer à 1,9 % au deuxième trimestre, soit la plus petite augmentation en cinq ans.

...ce qui affaiblit la situation financière des ménages

Comme les revenus ont baissé et les dépenses ont monté, le taux d'épargne des particuliers a glissé, passant à 2,8 % au deuxième trimestre. Ainsi, le ratio d'endettement des ménages a augmenté pour se fixer à 95,1 %.

- **Toutefois, les récentes réductions des taux des prêts aux ménages permettront d'atténuer la pression à la hausse des frais appliqués au remboursement des prêts.**

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

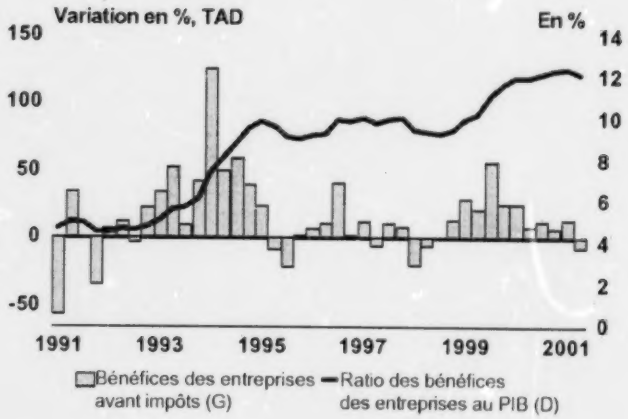
Les bénéfices des entreprises se replient au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre, les bénéfices des entreprises ont reculé de 6,4 % (taux annuel).

- **La faiblesse soutenue des industries manufacturières axées sur l'exportation et la baisse des prix de l'énergie sont les principaux facteurs qui expliquent cette dégringolade générale des bénéfices des entreprises.**

En pourcentage du PIB, les bénéfices des entreprises ont légèrement diminué, mais ils se situent tout de même au-dessus des 12 %.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Mouvements des prix

L'inflation diminue par rapport au sommet de dix ans atteint en mai...

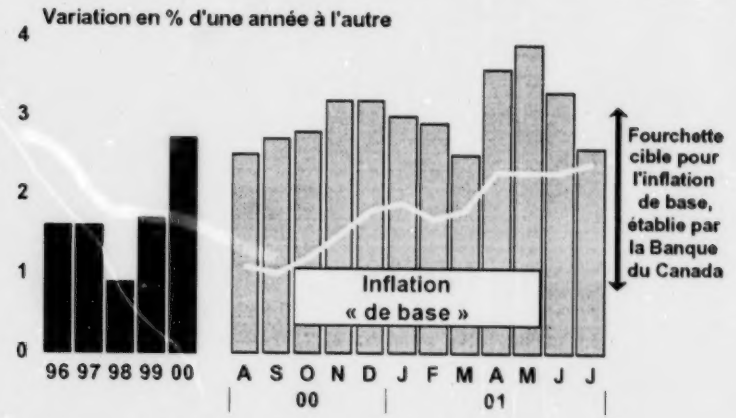
L'inflation selon l'indice des prix à la consommation s'est fixée en moyenne à 3,6 % au deuxième trimestre, par rapport à 2,8 % au premier trimestre.

- **À l'origine de cette hausse se trouve la montée en flèche des prix du gaz naturel et de l'essence. De plus, le renchérissement du transport et les piètres conditions météorologiques ont fait croître les prix des aliments.**

Après avoir atteint, en mai, un sommet inégalé depuis dix ans, soit 3,9 %, l'inflation s'est repliée par la suite, se fixant à 2,6 % en juillet.

- **En juillet, le taux d'inflation « de base », qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice global et l'incidence des impôts indirects, s'est établi à 2,4 %, soit dans la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.**

Indice des prix à la consommation



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

En mai, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit la cible de maîtrise de l'inflation jusqu'à la fin de 2006. Afin de pouvoir cerner avec plus d'exactitude les tendances fondamentales de l'inflation aux fins de l'établissement des politiques, la définition du taux d'inflation « de base » a également été changée. Les huit composantes les plus volatiles de l'indice -- les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac -- ainsi que les impôts indirects sont dorénavant exclus de cette nouvelle définition.

...grâce à la modération des prix de l'énergie en juillet

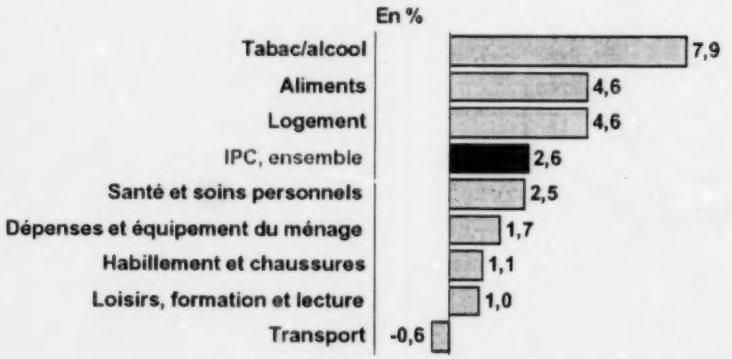
Les prix de l'énergie ont augmenté de 2,8 % en juillet, en glissement annuel. Il s'agit de la plus faible hausse en deux ans. Cette avance ne représente qu'un dixième de la hausse globale des prix à la consommation, par rapport à environ un tiers pour les trois mois précédents.

Alors que le recul des prix de l'essence et du gaz naturel a exercé une pression à la baisse, le renchérissement des aliments figure pour près d'un tiers de la hausse totale. Parmi les autres facteurs à l'oeuvre, notons la hausse des frais des intérêts hypothécaires et des loyers ainsi que le prix plus élevé des cigarettes et des véhicules automobiles.

Par ailleurs, la baisse des coûts du matériel et des fournitures informatiques a freiné l'inflation.

Composantes de l'IPC : juillet 2001

Variation des prix d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada

Les fabricants assistent à un assouplissement des prix

D'une année à l'autre, la croissance des prix à la production — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — a ralenti pour se situer à 0,9 % en juillet.

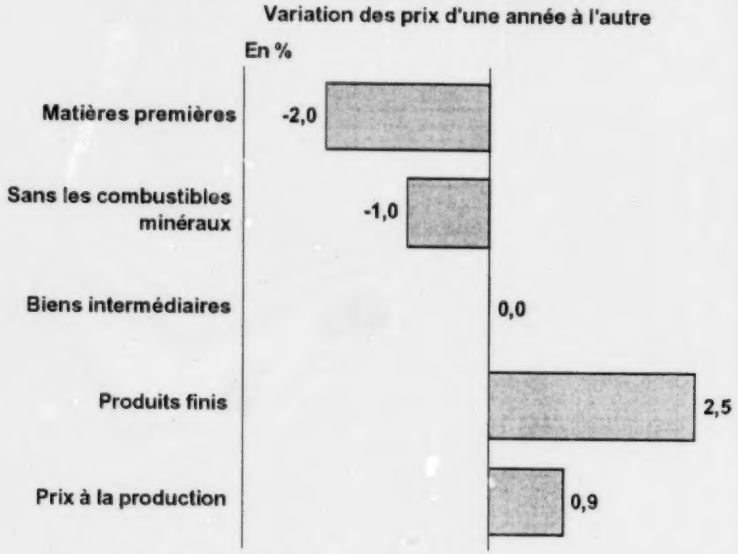
- **La majoration des prix des véhicules automobiles, du bois d'oeuvre et des produits chimiques a contribué à faire monter les prix des fabricants.**

- **Par contre, les prix des produits du pétrole et du charbon ont régressé de 6,8 %. Le fléchissement des prix des produits de métal de première fabrication a également eu un effet modérateur.**

Après avoir atteint un sommet en avril, les prix des matières premières ont suivi une trajectoire descendante, reculant de 2,0 % en juillet, en glissement annuel.

- **À l'exception des combustibles minéraux, qui continuent d'influencer grandement le niveau général des prix, les prix des matières premières ont baissé de 1,0 %.**

Chaîne de prix - juillet 2001



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché du travail

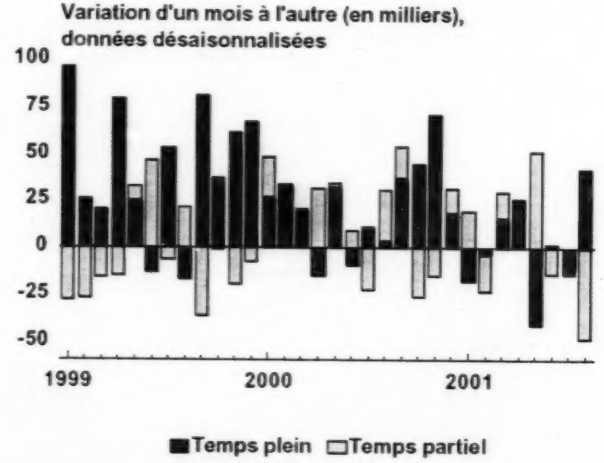
Au milieu de l'année, la croissance de l'emploi s'essouffle...

À l'image de l'économie languissante, le rythme de création d'emplois s'est considérablement affaibli cette année.

- **En effet, on ne compte que 7 000 emplois de plus pour les huit premiers mois de 2001, comparativement à 325 000 emplois de plus pour toute l'année dernière.**

Cette faiblesse a été particulièrement marquée ces derniers mois, les pertes d'emplois accumulées en juin, juillet et août s'établissant à 35 000.

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

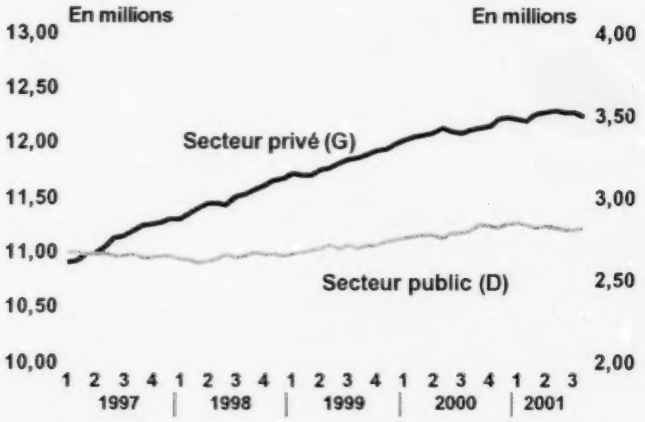
...dans la foulée de la réduction des effectifs du secteur privé...

La modeste hausse de l'emploi enregistrée au premier semestre est l'oeuvre du secteur privé. Le nombre d'emplois rémunérés a augmenté, tandis le nombre de travailleurs autonomes n'a cessé de diminuer, poursuivant ainsi la trajectoire descendante amorcée l'année dernière.

En juillet et en août, deux premiers mois du troisième trimestre, le secteur privé a perdu environ 30 000 emplois, ce qui a annulé plus de la moitié des gains enregistrés plus tôt dans l'année (54 000).

Après avoir profité d'une forte hausse l'an dernier, le secteur public accuse une perte de 17 000 emplois pour les huit premiers mois de 2001.

Emploi : secteur privé et secteur public

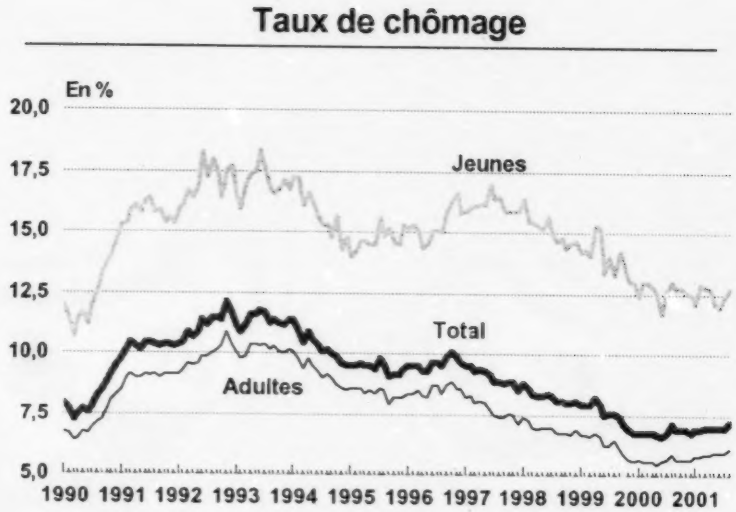


Source : Statistique Canada

...ce qui entraîne une hausse du taux de chômage en août

Le taux de chômage au Canada s'est maintenu à 7,0 % de mars à juillet. Au cours de ces cinq mois, les légères évolutions à la hausse ou à la baisse de l'emploi ont été compensées par des variations équivalentes de la population active, ce qui fait que le taux de chômage est resté essentiellement le même.

Toutefois, en août, le taux de chômage est passé à 7,2 %, car la diminution de l'emploi a été aggravée par l'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un travail.



Source : Statistique Canada

La croissance de l'emploi décélère dans la plupart des provinces...

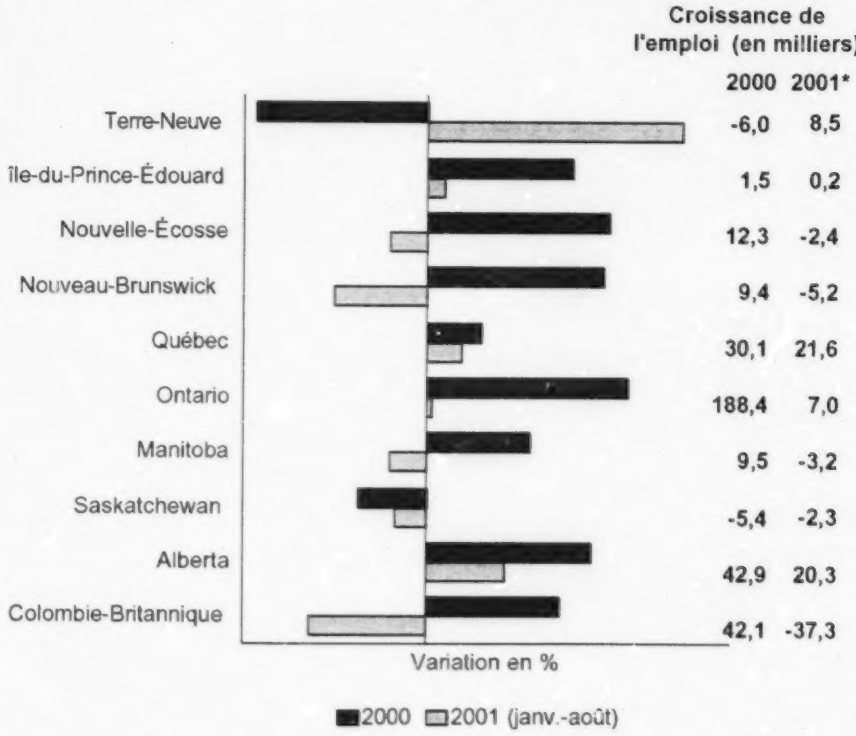
Terre-Neuve et l'Alberta enregistrent les plus forts taux de croissance de l'emploi depuis le début de 2001. Dans les deux cas, la plupart des gains ont été réalisés au premier semestre.

Après avoir connu une forte croissance l'an dernier, l'emploi en Ontario ne s'est que légèrement accru cette année. Au Québec, de brèves remontées de l'emploi observées au début de l'année et en août ont annulé les reculs enregistrés au deuxième trimestre.

Les pertes d'emplois en Colombie-Britannique sont attribuables aux diminutions enregistrées de juin à août. L'emploi a régressé en Saskatchewan, mais cette province a résisté à la tendance nationale en affichant des gains au cours des trois derniers mois.

Le marché du travail s'est adouci toute l'année au Nouveau-Brunswick et au Manitoba.

Croissance de l'emploi par province, août 2001



*Il s'agit des données cumulatives pour l'année 2001 (janv.-août)
Source : Statistique Canada

E-4

...ce qui fait croître les taux de chômage

En date d'août, la langueur des marchés du travail s'est traduite par une hausse du chômage, mesuré d'une année à l'autre, dans sept provinces sur dix.

Seules Terre-Neuve, l'Alberta et la Saskatchewan connaissent un taux de chômage moins élevé depuis le début de l'année.

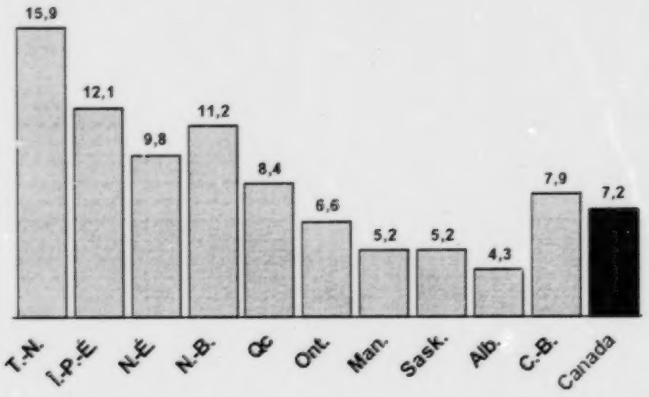
- **Grâce à d'importantes hausses de l'emploi, le taux de chômage a perdu 1,8 point de pourcentage à Terre-Neuve par rapport à la fin de l'année dernière. En Alberta, le taux de chômage a reculé de 0,5 point pour passer à 4,3 % en août, soit un niveau plancher qui ne s'était pas vu depuis 25 ans. Malgré les pertes d'emplois enregistrées depuis le début de l'année, le taux de la Saskatchewan a, lui aussi, légèrement fléchi.**

Parmi les provinces dont les taux de chômage accusent cette année une hausse, le Nouveau-Brunswick (+1,2 point), la Nouvelle-Écosse (+0,8 point) et la Colombie-Britannique (+0,8 point) arrivent en tête.

Le taux de chômage de l'Ontario s'est redressé de 0,6 point, et celui du Québec et du Manitoba de 0,4 point. Pour sa part, l'Île-du-Prince-Édouard a vu son taux s'accroître de 0,2 point par rapport à l'année dernière.

Taux de chômage : Août 2001

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché des capitaux

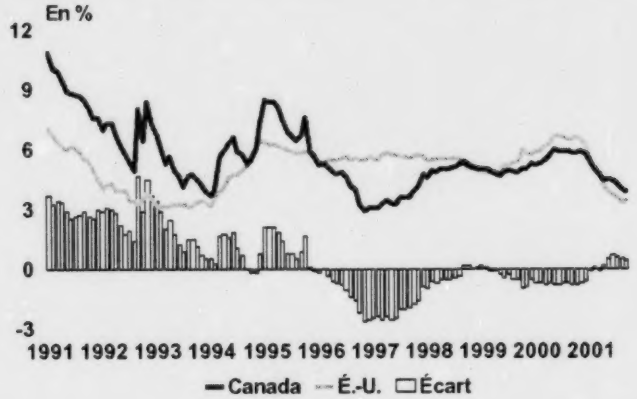
Les nouvelles baisses des taux d'intérêt à court terme...

Le 28 août, la Banque du Canada a abaissé de 25 points de base son taux cible du financement à un jour, celui-ci passant à 4,0 %. Cette intervention porte le total des réductions depuis janvier à 175 points de base.

- **La Banque a été poussée à agir en raison des craintes que suscite au pays la faiblesse prolongée de l'économie américaine, ainsi que des signes d'un ralentissement de la demande au Canada.**

Les taux courts canadiens ont terminé le mois d'août à 3,96 %, soit près de 60 points au-dessus des taux américains. Les taux canadiens sont bien supérieurs aux taux comparables américains depuis six mois, les rendements américains ayant connu une baisse plus prononcée -- 300 points de base depuis la fin de l'année dernière.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 5 septembre 2001

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

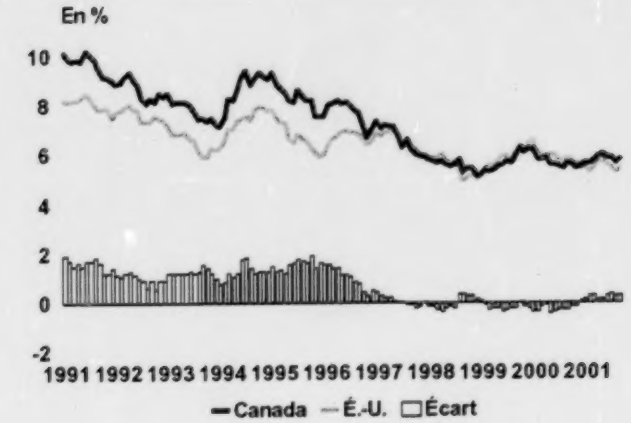
Pour faciliter les comparaisons avec les autres pays, la Banque du Canada a adopté le taux cible du financement à un jour comme taux directeur. Il s'agit du taux auquel les grandes banques et institutions financières se prêtent des fonds à très court terme ou « à un jour » pour leurs opérations journalières de compensation et de règlement des paiements.

...provoquent une diminution des rendements à long terme

Les rendements des obligations à long terme ont chuté en juillet et en août, les investisseurs préférant la sécurité relative du marché des instruments à taux fixe à l'instabilité des marchés boursiers. La détérioration de la situation économique en Amérique du Nord et la montée des tensions financières sur les marchés émergents laissent de plus en plus présager de nouvelles réductions des taux d'intérêt et diminutions des rendements des obligations.

- **Comparativement à la mi-mai où ils s'élevaient à un peu plus de 6 %, les taux canadiens à long terme sont passés à 5,7 %, en août.**

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 5 septembre 2001

Source : Banque du Canada, obligation à long terme du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

Le dollar canadien perd de la vigueur...

Le dollar canadien s'est ressaisi au printemps et au début de l'été après s'être replié en avril pour se fixer à 63,3 cents US. Ce redressement s'est produit au moment où les taux américains sont tombés sous les taux canadiens, étant donné la meilleure tenue de l'économie canadienne.

Après s'être hissé au-dessus des 66 cents US au début de juillet, le dollar canadien a perdu presque toute cette avance, terminant à 63,8 cents US, le 7 septembre.

- **Le dollar américain a pris de la valeur aux dépens de la plupart des grandes devises, la situation économique mondiale étant de plus en plus inquiétante. La possibilité que les taux canadiens subissent de nouvelles réductions a contribué à la faiblesse du dollar canadien.**

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 7 septembre 2001

Source : Banque du Canada

...à l'image des cours des actions qui vacillent

En Amérique du Nord, les marchés des actions ont poursuivi leur descente, les bénéfices des sociétés ne cessant de diminuer. Le rétrécissement de la demande mondiale et l'accroissement de la concurrence ont obligé les sociétés à réduire leurs prix et à réviser à la baisse leurs prévisions de bénéfices.

- **Comparativement à son sommet de 11 400 points en septembre 2000, l'indice repère canadien, le TSE 300, a perdu plus de 30 % de sa valeur. La dégringolade des titres de haute technologie a continué à peser lourd sur les principaux indices au pays et à l'étranger.**

Indices boursiers

Dernières données du graphique : le 7 septembre 2001

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Finances publiques

La situation financière fédérale restera excédentaire malgré le ralentissement de l'économie

Le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 17,1 milliards de dollars pour le plus récent exercice, soit 2000-2001.

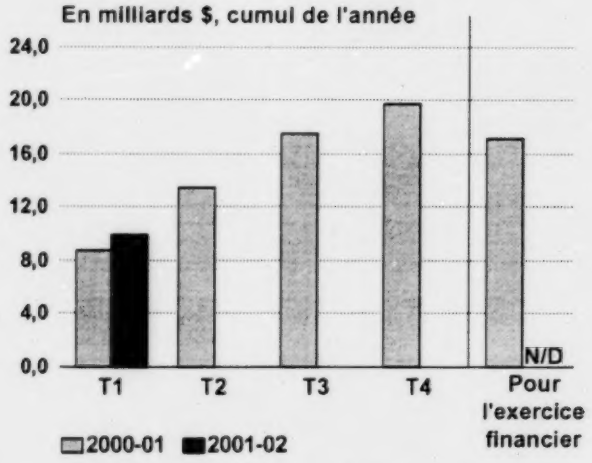
- **Au cours des quatre dernières années, plus de 30 milliards de dollars ont été affectés au remboursement de la dette, ce qui a permis de ramener le ratio de la dette au PIB à 51,8 % l'an dernier par rapport au sommet enregistré en 1995-1996, soit 70,7 %.**

Dans sa Mise à jour économique de mai, le gouvernement fédéral a fait savoir qu'il ne tomberait pas en situation déficitaire à cause du ralentissement de l'économie.

- **En effet, l'excédent pour le premier trimestre de l'exercice 2001-2002 s'élève à 9,9 milliards de dollars, par rapport à 8,7 milliards l'année précédente.**

À l'instar du gouvernement fédéral, sept provinces et un territoire prévoient avoir un budget équilibré ou excédentaire pour l'exercice 2001-2002.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances (Canada)

G-1

Scène canadienne

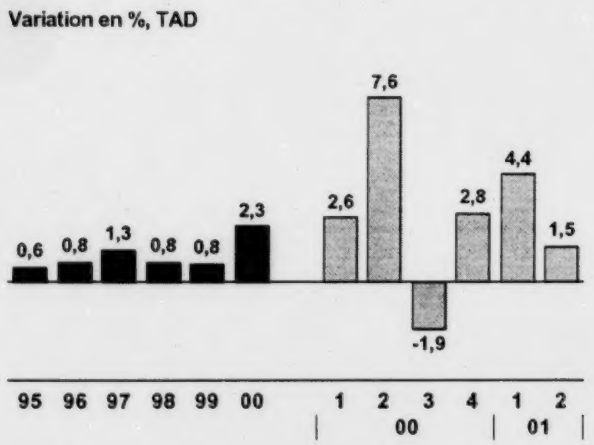
Compétitivité

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre augmentent au deuxième trimestre de 2001...

Au deuxième trimestre de 2001, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté de 1,5 % (taux annuel).

- **La masse salariale totale s'est accrue de 1,9 %, ce qui est supérieur à la croissance de la production globale (0,4 %).**

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre



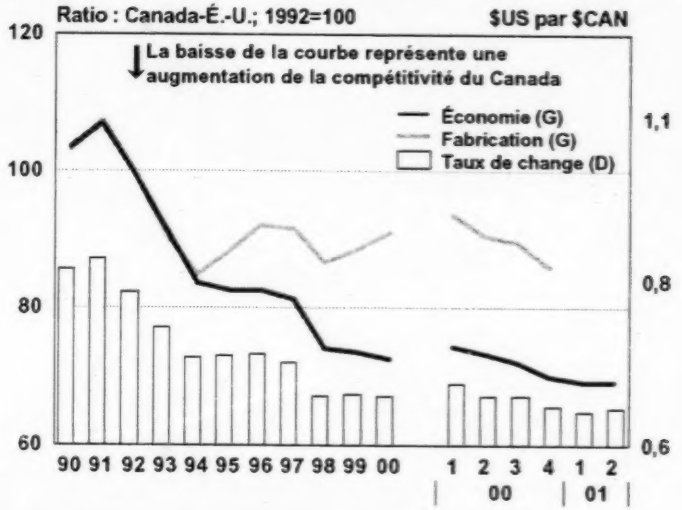
Source : Calcul d'Industrie Canada

...mais la compétitivité du Canada sur le plan des coûts ne change pratiquement pas

Au deuxième trimestre de 2001, la position concurrentielle des entreprises canadiennes n'a pas beaucoup changé par rapport à celle des entreprises américaines.

- **Les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté un peu plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada, mais cette avance a été compensée par un dollar canadien plus fort.**

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Nota : Les données trimestrielles (T1-2001) sur les CUM dans le secteur manufacturier ne sont pas encore connues.
Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

Comptes internationaux

Après avoir atteint un sommet, l'excédent au compte courant du Canada fléchit...

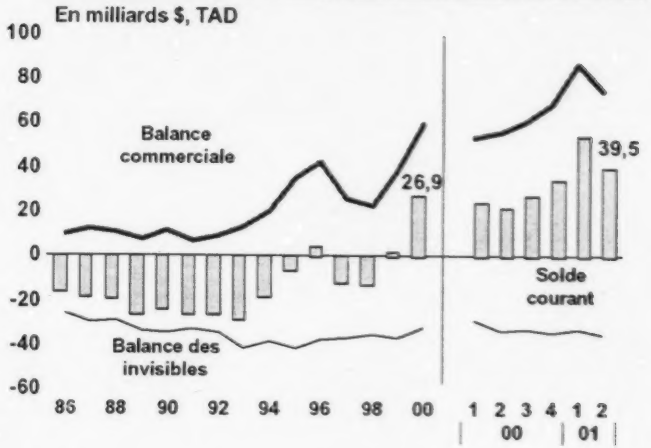
Au deuxième trimestre de 2001, l'excédent au compte courant du Canada a reculé pour se fixer à 39,5 milliards de dollars (taux annuel) après avoir atteint un sommet au premier trimestre. Il s'agit néanmoins du deuxième excédent en importance de l'histoire.

- **La diminution des recettes provenant des exportations de gaz naturel et d'électricité est à l'origine de la baisse de l'excédent au titre du commerce de marchandises. Le déficit plus important au titre des revenus de placements a également contribué au recul de l'excédent au compte courant.**

Du côté du compte capital et du compte financier, les investissements directs du Canada à l'étranger ont été fermes au deuxième trimestre. Les investissements directs étrangers au Canada ont aussi fortement progressé, sous l'impulsion des acquisitions observées dans les industries des produits chimiques et de l'énergie.

- **Le portefeuille d'actions étrangères du Canada reste robuste, et les investisseurs étrangers continuent d'acheter plus d'actions et d'obligations canadiennes.**

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.
La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

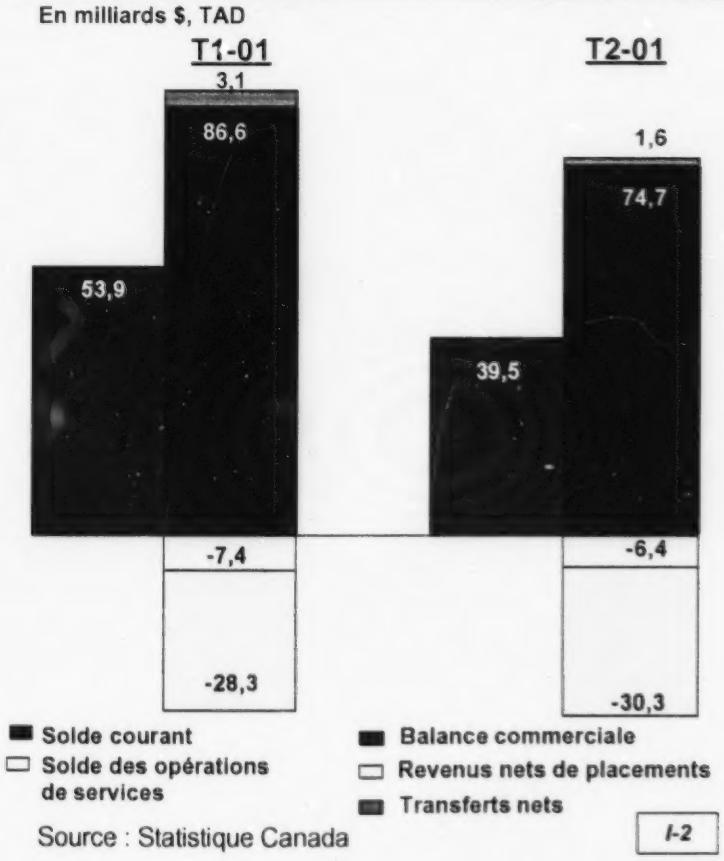
...mais l'excédent au titre du commerce des marchandises reste vigoureux

La réduction de l'excédent au compte courant, observée au deuxième trimestre, s'explique surtout par la diminution de l'excédent au titre du commerce de marchandises.

L'excédent enregistré dans la composante des biens a été ramené à 74,7 milliards de dollars (taux annuel) au deuxième trimestre, soit une baisse d'environ 12 milliards par rapport à la période précédente. Il s'agit quand même d'un niveau relativement élevé.

Le déficit au titre des revenus de placements s'est creusé au deuxième trimestre, alors que le déficit au titre des services s'est amélioré grâce à la réduction des déficits aux titres des voyages et des services commerciaux.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

I-2

Les produits énergétiques sont à l'origine de l'accroissement des exportations au premier semestre...

En termes nominaux, les exportations de marchandises se sont élevées à 220,7 milliards de dollars au premier semestre de 2001, soit 5,8 % de plus que l'année dernière.

- **La plus forte demande et les prix plus élevés des produits énergétiques, principalement l'électricité et le gaz naturel, rendent compte de la plus grande part de cette augmentation.**

- **Les exportations de produits automobiles et de produits forestiers ont régressé au premier semestre. Dans la catégorie des M&M, les exportations d'aéronefs ont été passablement fortes, alors que les ventes d'équipement de télécommunication et de matériel informatique ont connu une baisse marquée.**

Exportations de marchandises, T2-2001

	En milliards $	Variation en %, Janv.-juin/00 - Janv.-juin/01
Total	220,7	7,0
Par partenaire commercial		
É.-U.	187,9	7,5
Japon	5,2	-0,4
UE	11,8	8,5
Tous les autres	15,9	2,7
Par principal produit		
Produits agricoles et de la pêche	15,3	13,5
Produits énergétiques	37,1	61,8
Produits de la forêt	20,0	-6,0
Produits et matériaux industriels	33,6	3,3
Machines et matériel	52,1	0,8
Produits de l'automobile	46,8	-6,1
Autres biens de consommation	8,0	11,7

Source : Statistique Canada

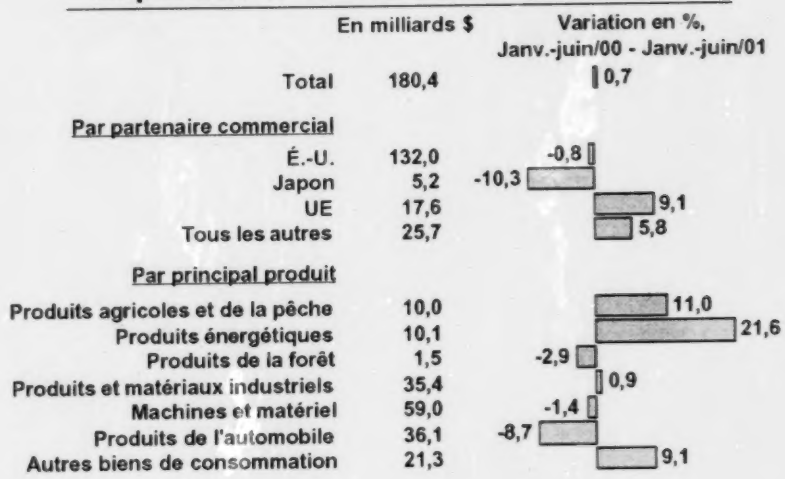
...et ils alimentent l'excédent commercial du Canada

Au premier semestre de 2001, les importations de marchandises n'ont que légèrement progressé d'une année à l'autre. La baisse des importations de produits automobiles a annulé la hausse des achats de produits énergétiques et de produits de l'agriculture et de la pêche.

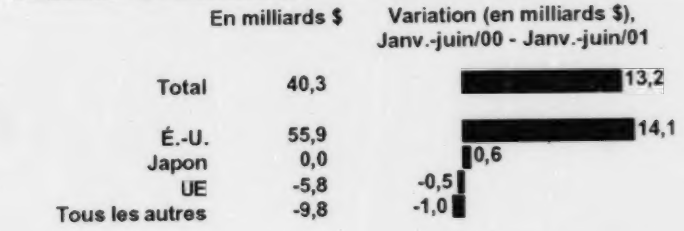
Comme la croissance, en termes nominaux, des exportations a été plus forte que celle des importations, l'excédent du Canada au titre du commerce des marchandises est monté en flèche au premier semestre de l'année.

- **La plus grande partie de cette hausse est attribuable à l'augmentation de l'excédent au titre du commerce des produits énergétiques.**

Importations de marchandises, T2-2001



Balance par partenaire commercial, T2-2001



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

La production du secteur des biens stagne alors que, dans le secteur des services, l'activité ralentit...

Après avoir enregistré des baisses aux deux trimestres précédents, la production des industries de biens a légèrement augmenté, soit de 0,3 % (taux annualisé) au deuxième trimestre.

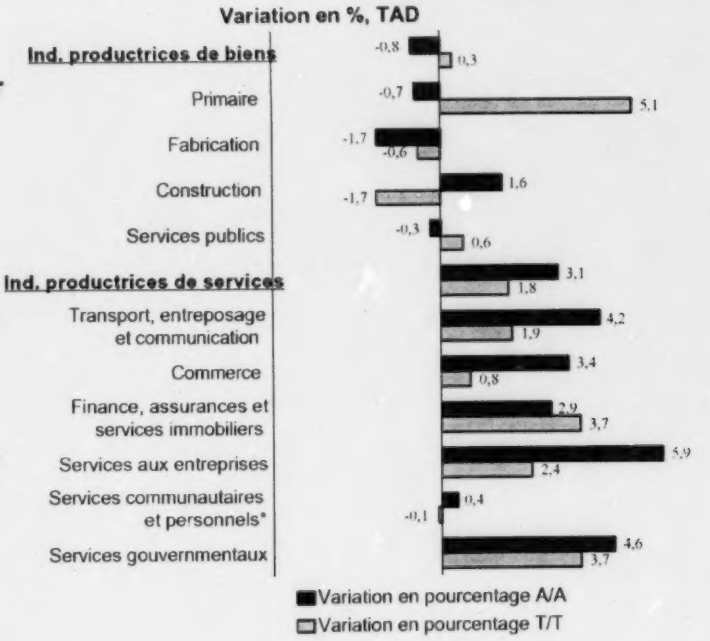
- **La diminution de la production manufacturière pour un troisième trimestre de suite s'explique par le fait que le redressement de l'industrie de l'automobile a été plus que compensé par la dégringolade qui s'est poursuivie dans la fabrication d'ordinateurs et d'équipement de télécommunication.**

- **Le secteur primaire a profité d'une recrudescence des activités d'exploration minière, même si la situation s'est calmée à la fin du trimestre.**

Au deuxième trimestre, les industries de services ont augmenté leur production de 1,8 %, ce qui constitue une forte décélération par rapport au trimestre précédent.

- **Le commerce de détail a été alimenté par les ventes d'automobiles, mais la faible demande d'ordinateurs a freiné le commerce de gros. Les services aux entreprises ont affiché leur plus faible hausse en trois ans. Les grèves dans les services d'enseignement et la santé ont également contribué au ralentissement.**

Croissance du PIB réel par industrie : T2-2001



Source : Statistique Canada

*Enseignement, santé et services sociaux

J-1

...l'utilisation de la capacité se contractant pour un quatrième trimestre de suite...

L'utilisation de la capacité a reculé de 0,4 point de pourcentage pour se situer à 83,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la quatrième baisse trimestrielle de suite.

Dans le secteur manufacturier, l'utilisation de la capacité est passée à 82,0 %, soit son niveau le plus bas en cinq ans.

- La faiblesse prolongée de la demande d'équipement de télécommunication s'est traduite par une baisse de 10,2 points dans l'industrie des produits électriques et électroniques, ramenant ainsi l'utilisation de la capacité à près de 30 % sous le plus récent sommet enregistré. Par contre, la reprise de la demande américaine a stimulé la production de l'industrie de l'automobile, ce qui a eu pour effet d'atténuer la baisse de l'ensemble du secteur manufacturier.

À l'extérieur du secteur manufacturier, le taux d'utilisation de la capacité a augmenté dans l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière, grâce à la robustesse du marché du logement nord-américain. La conjoncture favorable du marché et la météo ont stimulé l'exploration minière, portant le taux d'utilisation de la capacité à un niveau record, soit 97,2 %.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %) T2-2001	Variation (en %) T/T	Variation (en %) A/A	Moyenne sur 10 ans
Total - Production de biens non agricoles	83,2	-0,4	-2,6	81,8
Exploit. forest. et serv. forestiers	83,2	2,3	-9,9	81,1
Mines et carrières	97,2	4,6	6,1	84,5
Exploit. - pétrole brut et gaz naturel	67,9	-1,2	-2,4	77,8
Fabrication	82,0	-0,7	-3,9	81,9
Fabrication de biens durables	80,3	-1,5	-8,4	81,6
Bois	82,5	-0,1	-3,8	85,2
Produits en métal de prem. transf.	87,2	0,9	-3,9	88,8
Produits de fabrication métalliques	77,9	-2,5	-7,1	78,0
Matériel de transport	89,7	5,2	0,1	83,0
Produits électriques et électroniques	70,9	-10,2	-25,7	80,6
Fabrication de biens non durables	84,6	0,5	2,5	82,1
Produits alimentaires	84,0	1,8	2,8	80,4
Prod. en plastique	84,1	4,7	3,3	79,5
Papier et produits connexes	89,0	-1,4	-3,4	89,8
Imprimerie et édition	79,5	-0,5	-1,2	79,7
Produits chimiques	87,8	-0,3	11,2	82,7
Construction	90,3	-0,8	-0,6	83,1
Électricité et gaz	85,4	0,2	-0,6	82,5
Énergie	77,0	-0,4	-1,3	80,5
Total - sauf Énergie	84,5	-0.3	-2,8	82,2

Source : Statistique Canada

...et les bénéfices d'exploitation des entreprises restant faibles

Au deuxième trimestre, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont avancé de 0,6 % dans l'ensemble, 18 des 24 grands groupes industriels enregistrant des hausses. Il s'agit de la première augmentation en quatre trimestres, mais cette progression est entièrement attribuable à une reprise dans le secteur financier.

Dans le secteur non financier, les bénéfices ont régressé de 4,7 % au cours du trimestre, soit la plus forte diminution en plus de trois ans. La baisse des prix dans le secteur pétrolier et gazier a fait régresser les bénéfices des industries de combustibles minéraux. Les bénéfices d'exploitation des fabricants se sont repliés pour un cinquième trimestre d'affilée, entraînés par la faiblesse de la demande de produits de haute technologie.

Du coté du secteur financier, les bénéfices se sont redressés au deuxième trimestre, reprenant une partie du terrain perdu au trimestre précédent. Les fonds d'investissement ont connu une croissance marquée, en raison des gains provenant de la vente de valeurs mobilières et d'autres avoirs.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau T2-2001 (M$)	Difference T1-01-T2-01 (M$)	T1-01-T2-01 (En %)	T2-00-T2-01 (En %)
Total - Ensemble des industries	44 688	267	0,6	-11,3
Total - Non financier	32 884	-1 613	-4,7	-6,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	515	11	2,2	2,0
Combustibles minéraux	6 162	-1 767	-22,3	36,1
Mines, sauf combustibles minéraux	829	159	23,7	-4,5
Services publics	761	313	69,9	49,5
Construction	815	72	9,7	-11,7
Industries manufacturières	9 720	-1 128	-10,4	-29,6
Commerce de gros	2 207	64	3,0	11,7
Commerce de détail	2 242	105	4,9	4,3
Transport et entreposage	704	-37	-5,0	-58,6
Ind. de l'information et ind. culturelle	1 926	52	2,8	7,0
Imm., location et location à bail	2 560	97	3,9	21,0
Services professionnels et scientifiques	504	56	12,5	162,5
Gestion de sociétés	1 950	-117	-5,7	-18,7
Autres services aux entreprises	1 036	99	10,6	80,2
Services d'enseignement	32	27	540,0	-15,8
Soins de santé et assistance sociale	396	3	0,8	16,5
Arts, spectacles et loisirs	71	-67	-48,6	14,5
Hébergement et restauration	7	421	101,7	-97,6
Autres services	445	22	5,2	25,4
Total - Finance et assurances	11 804	1 880	18,9	-22,8
Intermédiation fin. (avec dépôt)	4 330	398	10,1	20,4
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 052	1	0,1	11,1
Assureurs	931	-23	-2,4	-19,5
Fonds et autres instruments fin.	4 348	1 370	46,0	-47,3
Autres intermédiaires financiers	1 143	133	13,2	-14,6

Source : Statistique Canada

Les pertes d'emplois se répandent au secteur des services...

Pour les huit premiers mois de l'année, les industries productrices de biens ont subi une baisse de 10 000 emplois.

- **Ces pertes ont surtout été observées dans le secteur manufacturier, où les pertes cumulatives depuis le début de l'année s'élèvent à 44 000.**

Dans les industries de services, 17 000 emplois ont été créés depuis le début de 2001. Les gains ont surtout été enregistrés au début de l'année, car 37 000 emplois ont été perdus au cours des trois derniers mois.

- **La réduction des effectifs des services aux entreprises est attribuable aux pertes enregistrées dans les services professionnels, scientifiques et techniques (surtout la publicité et les services d'architecture et de génie).**

- **Depuis le début de l'année, les gains les plus importants ont été observés dans les services communautaires.**

Croissance de l'emploi par industrie

Source : Statistique Canada

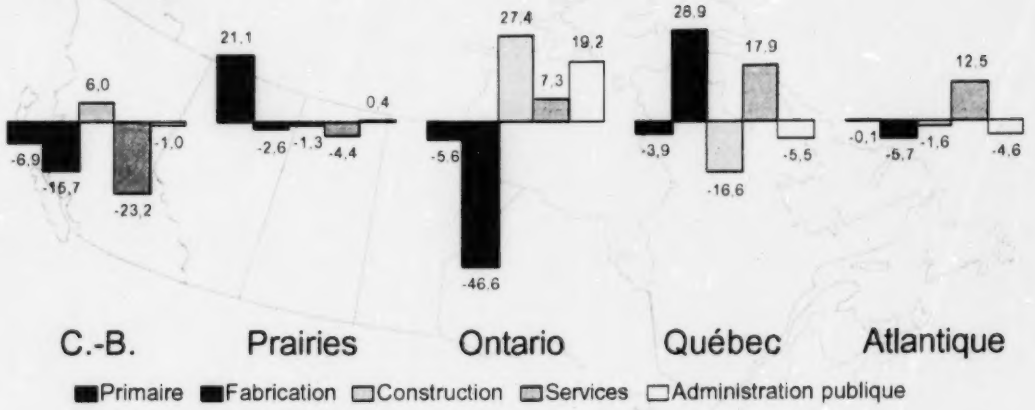
*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

J-4

...et touchent presque toutes les régions du Canada...

Création d'emplois

En milliers
Données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois
Janvier à août 2001



Alors que les pertes d'emplois subies par les industries de services depuis le début de l'année sont concentrées en Colombie-Britannique, la plupart des régions ont affiché des reculs au cours des derniers mois. Dans le secteur manufacturier, l'emploi s'est détérioré partout, sauf au Québec.

Dans le secteur primaire, le nombre d'emplois s'est redressé seulement dans les Prairies, où les gains sont le fait d'une activité plus intense dans le secteur pétrolier et gazier. Pour sa part, la construction a augmenté ses effectifs principalement en Ontario et en Colombie-Britannique.

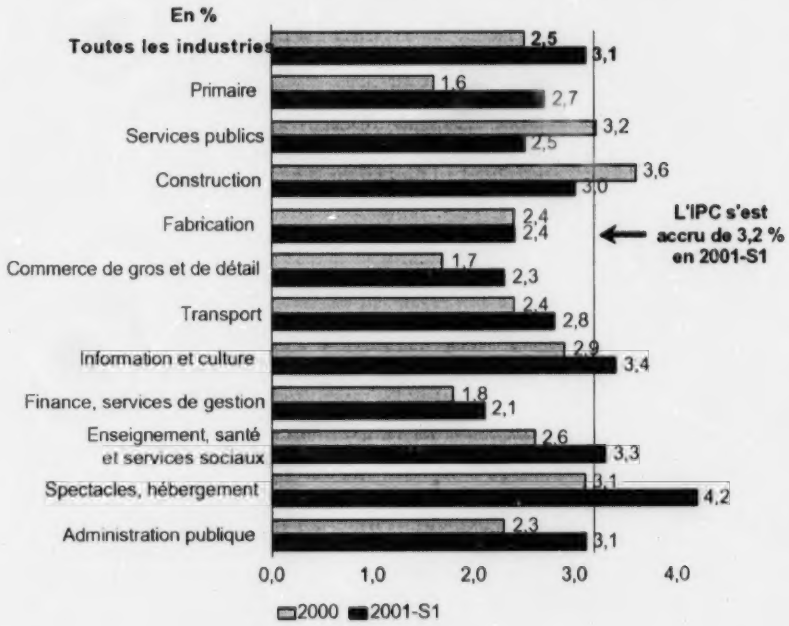
...toutefois, les règlements salariaux augmentent dans la plupart des groupes industriels

Pour les six premiers mois de 2001, les règlements salariaux se sont élevés en moyenne à 3,1 %, soit 0,6 point de plus que l'an dernier. Ils ont donc suivi l'inflation.

- **Les règlements salariaux se sont accrus dans la plupart des grands groupes, à l'exception des industries de la construction et des services publics.**

Les règlements salariaux dans le secteur public se sont établis en moyenne à 3,2% au premier semestre, ce qui est supérieur aux règlements intervenus dans le secteur privé (+2,8 %). Depuis mai 2000, les augmentations sont généralement plus grandes dans le secteur public que dans le secteur privé, contrairement à la tendance qui s'était installée précédemment.

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada

J-6

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :	Renée St-Jacques Directrice générale Analyse de la politique micro-économique Industrie Canada 235, rue Queen Ottawa (Ontario) K1A 0H5
par courrier électronique :	St-Jacques.Renee@ic.gc.ca
par téléphone :	(613) 954-3487
ou par fax :	(613) 941-3859

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Marianne Blais, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Joseph Macaluso, Arif Mahmud et Karen Smith, sous la direction de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-260X